



SOLIDARITES NOUVELLES FACE AU CHÔMAGE ET À LA PAUVRETÉ

Aux 200 personnes venues les écouter au SEL mardi 21 mars à l'invitation des groupes de Solidarités Nouvelles face au Chômage de Sèvres et de Meudon, Martin Hirsch, président d'Emmaüs, et Jean-Baptiste de Foucault, président fondateur de SNC, ont expliqué qu'aujourd'hui, sortir de la pauvreté et de l'exclusion, c'est possible.

« La dignité de la personne, c'est de retrouver sa place dans la société, avoir par son travail les moyens d'une existence digne ». Aujourd'hui on peut avoir du travail, mais vivre pauvre et seul dans un mobile home loué pour 700 € par mois à 50 Kms de Paris. On peut être davantage pauvre en travaillant qu'en étant au chômage, travailler impliquant souvent la perte de multiples prestations sociales, attribuées à chaque fois dans des conditions spécifiques.

Pour Martin Hirsch, **un revenu de solidarité active** pourrait prendre la place des multiples aides à l'efficacité variable ; un interlocuteur unique le plus proche possible du niveau local remplacerait la complexité administrative actuelle. Avec le revenu de solidarité active, il s'agirait de moduler l'aide pour qu'il soit plus intéressant de reprendre un travail que de rester au chômage. Avec le revenu de solidarité active, personne ne vivrait plus en dessous du seuil de pauvreté.

Proposer à chacun un travail, c'est possible pour Jean-Baptiste de Foucault, mais il faut en avoir la volonté, du temps pour trouver des solutions pérennes, et surtout associer l'ensemble des partenaires économiques et sociaux à la mise en place de dispositifs régulièrement évalués pour en vérifier l'efficacité.

Suite page 2.....



QUI SONT LES CASSEURS DE LA DÉMOCRATIE ?

En promulguant la loi instituant le CPE, le Président de la République n'a pas voulu entendre les centaines de milliers de jeunes inquiets de leur avenir face au chômage. Poursuivant son incompréhensible politique de la terre brûlée, il a pris le risque d'aggraver encore un peu plus la crise dans laquelle il a enfoncé nos institutions et notre société.

Après la grave crise qu'ont connue les banlieues en novembre dernier, il aurait dû rechercher l'apaisement et ouvrir la concertation avec tous ceux qui sur le terrain agissent au quotidien pour essayer de réparer les dégâts causés par les excès du libéralisme économique. Utilisant le projet de loi « égalité des chances » pour faire passer en force le CPE, passant outre toute concertation avec les partenaires sociaux, bafouant les droits du Parlement, Chirac et Villepin ont contribué, par leurs méthodes autoritaires, à installer un peu plus dans l'opinion le sentiment désespérant que la réforme est impossible dans notre pays.

Face à la pression populaire, le Président de la République n'a pas voulu retirer le CPE ni même désavouer son Premier ministre. Mais de quelle autorité disposent encore les deux têtes de l'exécutif ? Toutes ces piteuses manœuvres ne contribuent qu'à faire le jeu de Sarkozy qui s'est d'ores et déjà posé en recours en demandant à l'UMP de déposer une proposition de loi visant à aménager le CPE, abaissant le Sénat et l'Assemblée nationale au rang de Chambres d'enregistrement.

Devant ce champ de ruines, la tâche du parti socialiste est immense : redonner, avec l'ensemble des forces de gauche, espoir à la jeunesse de notre pays.



A lire ce mois-ci

- ⇒ *Plan local d'urbanisme p. 2*
- ⇒ *La chambre des comptes critique la gestion de Sèvres p. 3*
- ⇒ *Réinventons le socialisme p. 4*

PLAN LOCAL D'URBANISME DE SÈVRES

L'urbanisme a ses outils techniques, son langage et ses abréviations, comme l'informatique ou la mécanique auto. Le PLU démarre avec un diagnostic sur l'environnement physique, économique et social de la commune. Un Plan d'aménagement et de développement durable (PADD) fait des constats simples sur les atouts de la commune et ses handicaps. Il fait des propositions d'actions à mettre en œuvre dans les décisions du PLU concernant l'affectation des espaces et les constructibilités des terrains. Elles constituent des axes de travail tant pour les aménagements majeurs de la ville que pour ses évolutions au jour le jour.

La relance de la production de logements neufs et une réhabilitation des fractions dégradées ou vacants sont indispensables, La Ville doit proposer les coups de pouce indispensables au succès de ces actions. Équilibrer l'offre de logement doit rendre les « produits » abordables, à un moment où la surchauffe du marché, très sensible à Sèvres, laisse de côté non seulement les ménages modestes, mais désormais de très larges fractions des classes moyennes. La mixité recule depuis vingt ans, il faut la restaurer. Conforter l'armature commerciale oblige à améliorer sensiblement, de façon concrète, l'ambiance urbaine en faisant un projet cohérent et attractif pour le cœur de ville et opérer de même pour les pôles secondaires. Le développement des locaux pour les activités de proximité, notamment artisanales, doit être aussi réellement encouragé - et non négligé comme aux Bruyères.

Si Sèvres dispose d'un écrin verdoyant, le PADD souligne les brèches ouvertes par les infrastructures et l'ambiance routière qui règne. Le PADD propose de faire réellement rentrer la nature dans la ville par des liaisons entre les espaces boisés. Modifier l'ambiance permettra d'améliorer notre perception des espaces, donnera envie d'utiliser davantage les circulations douces et les transports en commun, et facilitera les trajets de coteau à coteau. Cela suppose des choix, comme des plantations d'arbres. Cela passe par un débat actif avec les habitants, car l'espace est rare et les usages sont alternatifs. Il faudra donc des choix clairs pour faire travailler les techniciens.

De nombreux autres points seront à développer dans la suite du PLU, comme traduire en termes d'urbanisme réglementaire la politique de l'habitat, par delà l'option minimaliste de 40 logements neufs par an. Quatre actifs sévriens sur cinq travaillent en dehors de leur ville, et 80% des emplois sévriens sont occupés par des non-Sévriens ; ceci impose une réflexion pour améliorer les horaires d'accès aux services publics et privés.

SOLIDARITES NOUVELLES FACE AU CHÔMAGE ET À LA PAUVRETÉ

Suite de la page 1

Cela paraît utopique, et pourtant. Les groupes de Solidarités Nouvelles face au Chômage de Sèvres et de Meudon accompagnent les demandeurs d'emploi. Ils prennent le temps de l'écoute et du partage ; ils financent même quelques emplois de réinsertion, pour aider au retour sur le marché du travail. A Sèvres et Meudon, depuis 5 ans, 96 personnes ont été accompagnées pendant 11 mois en moyenne, et sont sorties de la solitude. La moitié d'entre elles ont retrouvé du travail.



Face à la montée de nouvelles formes de pauvreté qui touchent les jeunes et les actifs intermittents ou à temps partiel imposé, Solidarités Nouvelles face au Chômage propose d'associer lutte contre le chômage et lutte contre la pauvreté. Le message de cette soirée est peut être : apprenons à regarder autrement les chômeurs et les pauvres que nous rencontrons tous les jours, les aider, c'est nous aider à construire une société plus juste, plus solidaire pour tous.



Dernière minute : débat sur l'insertion vers l'emploi

organisé par l'association Espaces

Jeudi 27 avril 2006 à 20 h 00 - Collège arménien, 26 rue Troyon 92310 Sèvres

LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES D'ÎLE-DE-FRANCE CRITIQUE SÈVÈREMENT LA GESTION DE LA MUNICIPALITÉ DE SÈVRES

La Chambre régionale des comptes d'Ile de France a jugé les comptes de la commune de Sèvres pour les exercices 1998 à 2003, et a produit un rapport le 25 novembre 2005.

Ce rapport n'a pas été porté à la connaissance des Sévriens avant l'élection cantonale partielle, et pour cause : les observations sont sévères pour la gestion de la municipalité... qui pourtant ne cesse de vanter ses compétences en matière de finances publiques.

Le rapport est épais, et le sujet aride. *L'Action Sévrienne* va décoder ce document en traitant un sujet à la fois, et ce jusqu'à l'été prochain. Aujourd'hui, nous examinons la commande publique à Sèvres.

Commande publique : les bonnes pratiques

Le principe fondamental du contrôle interne de la commande publique est celui de la séparation des fonctions : l'expression des besoins, l'engagement de la dépense, la commande de la prestation, la réception et la certification du service fait doivent être assurés par des personnes différentes, dont les attributions sont formalisées. Si tel n'est pas le cas, les risques de mauvaise gestion, voire de fraude sont importants.

La commande publique à Sèvres analysée par la Chambre régionale des comptes

« La commune ne possède ni service des achats, ni service des marchés... Pour les achats inférieurs au seuil pour lequel il est nécessaire de recourir à une procédure formalisée, aucune directive n'a été prise afin d'optimiser l'achat par l'organisation de la concurrence entre les fournisseurs, par des commandes multiservices, ou par des marchés à commandes pluriannuels »

« Par ailleurs, la proportion des commandes réalisées au cours des deux derniers mois de l'année est très élevée : en 2002, 48% des prestations de service, 36% des fournitures de petits équipements, 74% de l'entretien et de la réparation des bâtiments. »

« Le processus d'achat est complètement décentralisé. Chaque service met en œuvre pour son propre compte le processus d'achat, de la définition du besoin à la réception de la facture en passant par le choix des fournisseurs, la négociation des fonctionnalités et des prix, la réception des biens et la certification du service fait. »

Commentaires de l'Action Sévrienne

Le laisser-aller et les irrégularités qui caractérisent les achats de la commune, garantissent des dépenses excessives, acceptées par notre « bon maire bon gestionnaire de bon sens » : les achats sont effectués par des personnels qui n'ont pas toujours toutes les compétences requises, et qui ne disposent pas de soutien opérationnel (tel qu'un fichier recensant les articles achetés, les fournisseurs potentiels, les fournisseurs ayant travaillé pour la commune - avec l'évaluation de leurs prestations en terme de coût, qualité, délais). Impossible également d'optimiser les achats lorsque se déclenche en fin d'année la course aux dépenses (même inutiles, afin d'utiliser les budgets prévus ?).

A Sèvres, les risques de fraude sont importants puisque la même personne décide, commande et réceptionne !

Monsieur le maire-nouveau conseiller général, ex-conseiller régional, nous comprenons pourquoi le rapport de la Chambre régionale des comptes a été enterré pendant les élections cantonales.

Suite au prochain numéro....

L'Action sévrienne
Journal socialiste de Sèvres
Directeur de la publication
Patrick Pétour
CPPP 10091

Comité de rédaction
Jacques Blandin
Jacques Boutault
Catherine Cyrot
Alain Gavignet
Ayse Köker
Pierrette Lafue
Geneviève Maquart
Jean-Luc Michaud
Michèle Ruzé
Jean Pierre Schaeffer

Rejoignez le Parti Socialiste Section de Sèvres Ville d'Avray

Contact: Jacques Blandin, secrétaire de Section, 01 45 34 60 31
Local de section: 2 rue Lecointre - 92310 Sèvres

Pour soutenir l'action du PS: chèque à l'ordre de AFPS 92

Abonnement à l'Action sévrienne: par chèque (16 euros - 9 numéros - 1 an) à adresser
à Pierrette Lafue, 11 place d'Orion, 92 360 Meudon la Forêt

Email: ps-sevres@club-internet.fr

Site web: partisocialiste-sevres.org



RÉINVENTONS LE SOCIALISME, par Guy Michaud

La motion finale votée au Congrès du Mans insiste avec raison sur la nécessité pour le PS d'apporter avant tout une *"réponse globale"* aux défis que doivent relever aujourd'hui la France, l'Europe et le monde. Or, souligne le texte, « le monde a besoin d'un « *renversement de perspective* » et c'est aux socialistes de le promouvoir. » La priorité pour le Parti socialiste est donc d'abord de situer l'élection présidentielle dans la perspective d'une politique globale conçue autrement.

Pour un socialisme fédéraliste

Faut-il rappeler qu'en France le terme même de socialisme est né au XIX^e siècle avec Proudhon qui a proposé le premier de fonder le socialisme sur une doctrine globale qu'il nomme *le fédéralisme* (du latin *foedus*, "lien") ? Il associe étroitement sous ce terme les approches politique, sociale, économique et culturelle dans le but d'assurer le libre épanouissement de l'individu au sein d'une société fondée à la fois sur la *coopération* et sur le *mutuellisme*, à l'origine des sociétés mutuelles et coopératives qui regroupent aujourd'hui en France plus de la moitié des consommateurs.

L'adjectif *fédéral*, resté longtemps tabou dans une France centralisatrice, est repris dans la motion finale du Mans où le PS affirme son engagement pour une Europe fédérale. Or on peut constater que la doctrine fédéraliste apporte la réponse exacte au "renversement de perspective" qu'il juge nécessaire. L'essentiel n'est-il pas, pour rendre tout son sens à l'expression de "démocratie participative", (le gouvernement par le peuple), de *reconstruire la société de bas en haut*, de niveau en niveau de pouvoir, de la commune et du département ou de la région en passant par l'Etat-nation et l'Europe jusqu'aux instances inter- ou supranationales ?



Pour un socialisme humaniste

Notre société animée par le profit dresse les individus les uns contre les autres au lieu de les rendre solidaires. *Solidarité* : c'est là un des mots-clés du socialisme. Il implique à la fois l'idée de lien et de solidité en même temps que de proximité : comme dans une vaste famille, nos voisins, ce sont nos proches. La solidarité repose sur un humanisme. Pourtant, en français, le mot est trompeur et l'homme a été pris trop souvent au masculin. Les gouvernements socialistes se sont efforcés depuis peu de rétablir l'équilibre entre les deux sexes, au nom de la "parité". Mais le terme aussi est trompeur, il fait croire que les deux sexes seraient "pareils", alors que le mouvement féministe souligne précisément leur différence. Il ne s'agit pas pour la femme d'imiter l'homme, mais de s'en distinguer par une autre façon de voir le monde et de faire de la politique. Et cela relève d'abord de l'éducation.

Pour un socialisme cosmopolitique

"Créer un art de vivre ensemble", n'est-ce pas là précisément la visée essentielle du socialisme depuis ses origines ? Une fois rétablis les fondements d'un socialisme authentique, il reste à traduire le "renversement de perspective" dans les faits, car il s'agit maintenant de nous tourner résolument vers l'avenir pour le construire ensemble. Aujourd'hui cet instrument est entre nos mains avec Internet, à condition seulement d'apprendre à s'en servir et de comprendre qu'il est nécessaire ici aussi d'inverser notre démarche, car l'objectif n'est plus seulement de s'informer, de communiquer, ni même de comprendre, mais bien d'inventer et de créer un art de vivre ensemble dans la cité universelle de demain.

Le texte complet de la contribution de Guy Michaud est disponible sur le site www.partisocialiste-sevres.org

Guy MICHAUD Agrégé de l'Université, Docteur es lettres, a occupé successivement les chaires de littérature française à la Faculté des lettres de Grenoble, de Romanistique à l'Université d'Istanbul, de Civilisation européenne à l'Université de la Sarre et de Littérature et Civilisation à la Faculté des lettres de Paris-Nanterre (devenue Université Paris-X).

Il a organisé de nombreux colloques et créé en équipe le mouvement Peuple et culture, le Collège d'études fédéralistes (Aoste), l'Institut européen des Hautes études internationales (Université de Nice) ainsi que le Laboratoire d'Ethnopsychologie dans le cadre du CNRS. Auteur de nombreux ouvrages, il a en outre collaboré étroitement avec les différentes institutions européennes ainsi qu'avec l'UNESCO.

Sévrien de longue date, il a créé au CIEP en 1956 le Centre de recherches pour l'enseignement de la civilisation, avec l'organisation de stages pour les professeurs de français à l'étranger

Les conseillers municipaux de la Gauche plurielle

*Jean Luc MICHAUD, Président du groupe - tél. 01 45 34 23 20
Pervenche BERÈS, Jacques BLANDIN, Catherine CYROT, Jean-Claude GERBAUD*